

# GE\_GERICHTE ACJC/293/2023 vom 1. März 2023

GE Cour de justice, 2023-03-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_293\\_2023](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_293_2023)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/293/2023 du 1 mars 2023

IT: GE\_GERICHTE ACJC/293/2023 del 1 marzo 2023

## Volltext

Le présent arrêt est communiqué aux parties, ainsi qu'à l'Office des faillites, à l'Office des poursuites, au Registre du commerce et au Registre foncier, par plis recommandés du 2 mars 2023.

REPUBLIQUE ET

CANTON DE GENEVE POUVOIR JUDICIAIRE C/20437/2022

ACJC/293/2023 ARRÊT DE LA COUR DE JUSTICE Chambre civile DU MERCREDI  
1ER MARS 2023

Entre A\_\_\_\_\_ SA, sise \_\_\_\_\_ [GE], recourante contre un jugement rendu par la 19ème Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 23 janvier 2023, comparant en personne, et B\_\_\_\_\_ GmbH, sise \_\_\_\_\_ [ZG], intimée, comparant par Me Lida LAVI, avocate, Lavi Avocats, Grand-Rue 8, 1204 Genève, en l'Étude de laquelle elle fait élection de domicile.

- 2/4 -

C/20437/2022 Vu le jugement JTPI/1105/2023 rendu le 23 janvier 2023 par le Tribunal de première instance dans la cause C/20437/2022-19 SFC, prononçant la faillite de A\_\_\_\_\_ SA; Vu le recours formé le 1er février 2023 à la Cour de justice par A\_\_\_\_\_ SA contre ce jugement, aux termes duquel celle-ci a allégué être solvable; Vu la décision de la Cour de justice du 3 février 2023 accordant la suspension de l'effet exécutoire attaché au jugement entrepris et des effets juridiques de l'ouverture de la faillite; Vu l'ordonnance de la Cour du 3 février 2023 reçue par la partie recourante le 6 février 2023, lui impartissant un délai de 10 jours pour déposer au greffe de la Cour la quittance de l'Office des poursuites attestant du paiement de la poursuite n° 1\_\_\_\_\_, intérêts, frais et frais du Tribunal compris, ou la lettre de retrait de la requête de faillite; Vu l'ordonnance de la Cour du 17 février 2023 reçue par la partie recourante le 22 février 2023, lui impartissant un ultime délai au 22 février 2023 pour déposer au greffe de la Cour la quittance de l'Office des poursuites attestant du paiement de la poursuite n° 1\_\_\_\_\_, intérêts, frais et frais du Tribunal compris, ou la lettre de retrait de la requête de faillite. Attendu, EN FAIT, qu'aucun document n'a été produit dans le délai imparti; Considérant, EN DROIT, qu'à teneur de l'art. 174 al. 2 LP, l'autorité de recours peut annuler le jugement de faillite lorsque le débiteur rend vraisemblable sa solvabilité et qu'il établit par titre que la dette, intérêts et frais compris, a été payée (ch. 1), que la totalité du montant à rembourser a été déposée auprès de l'autorité de recours à l'intention du créancier (ch. 2) ou que le créancier a retiré sa réquisition de faillite (ch. 3); Qu'en l'espèce, la partie recourante n'a pas fourni, dans le délai imparti par la Cour, les pièces attestant du paiement de la dette ou du retrait de la requête de faillite. Que les conditions posées par l'art. 174 al. 2 LP font ainsi défaut; Que le recours est dès lors manifestement infondé, de sorte qu'il sera rejeté d'entrée de cause et sans débats (art. 322 al.

1 in fine CPC); Que, compte tenu de l'effet suspensif accordé, la faillite prendra effet à la date du prononcé du présent arrêt (arrêt du Tribunal fédéral 5A\_92/2016 du 17 mars 2016 consid. 1.3.2.1);

- 3/4 -

C/20437/2022 Que les frais judiciaires de recours, arrêtés à 220 fr., seront mis à la charge de la partie recourante qui succombe (art. 106 al. 1 CPC) et compensés avec l'avance de frais fournie, qui reste acquise à l'État de Genève (art. 111 al. 1 CPC); Qu'il n'y a pas lieu d'allouer de dépens à la partie intimée, qui n'a pas été invitée à se déterminer devant la Cour de céans (art. 95 al. 3 let. b CPC). \* \* \* \* \*

- 4/4 -

C/20437/2022 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile :

A la forme : Déclare recevable le recours formé le 1er février 2023 par A\_\_\_\_\_ SA contre le jugement JTPI/1105/2023 rendu le 23 janvier 2023 par le Tribunal de première instance dans la cause C/20437/2022-19 SFC. Au fond : Rejette ce recours. Confirme le jugement querellé, la faillite de A\_\_\_\_\_ SA prenant effet le 1er mars 2023 à 12 heures. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires du recours à 220 fr., les met à la charge de A\_\_\_\_\_ SA et dit qu'ils sont compensés avec l'avance de frais fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Dit qu'il n'est pas alloué de dépens de recours. Siégeant : Madame Pauline ERARD, présidente; Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, Monsieur Ivo BUETTI, juges; Madame Laura SESSA, greffière. La présidente : Pauline ERARD

La greffière : Laura SESSA

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF indifférente (art. 74 al. 2 let. d LTF).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.